

Commémoration

Berne rend hommage au long engagement d'Ethos

La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga était présente pour fêter les vingt printemps de la fondation genevoise

Philippe Rodrik Berne

Une certaine émotion était présente hier au Bellevue Palace de Berne, juste à côté du Palais fédéral. Ethos y célébrait son 20^e anniversaire. «Défendre un investissement éthique, tenant compte des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et de la qualité des conditions de travail. C'est ce que fait Ethos depuis vingt ans. Je m'empresse donc de transmettre les vœux du gouvernement pour cet anniversaire», a félicité la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, chaleureusement applaudie par environ 220 personnes, représentant plus de 200 caisses de pension.

En vingt ans, le rayonnement de la fondation genevoise a pris une ampleur nationale. Ses conseils - destinés notamment à des caisses de pension gérant des avoirs de prévoyance professionnelle - concernaient au départ quelque 40 000 assurés, actifs ou retraités. Aujourd'hui, ils sont près de 1,2 million, dont 304 381 personnes en Vaud et 172 979 à Genève. L'ensemble des membres d'Ethos représentent actuellement plus d'un quart des quelque 800 milliards de francs du deuxième pilier.

En dépit des aspects festifs, l'événement organisé à Berne



Dominique Biedermann, président de la fondation genevoise Ethos, et la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga lors de la célébration du 20^e anniversaire de l'institution à Berne.

s'avère propice au débat politique. Notamment au sujet des questions de régulation. «Je peux comprendre que des traitements différents soient prévus pour les PME et les grands groupes. Il s'avère néanmoins évident que la concurrence ne saurait fonctionner sans règles du jeu. Il est aussi important que le Conseil fédéral se soucie en permanence d'un positionnement permettant à l'économie suisse de rester concurrentielle», estime la cheffe du Département fédéral de justice et police.

Simonetta Sommaruga ne se contente toutefois pas d'un Etat

régulateur: «Les pressions régulières de différentes organisations, à l'instar d'Ethos, permettent aussi d'anticiper des décisions dans le même sens du législateur.» Hôte d'Ethos et membre du conseil d'administration de la Banque Cantonale Vaudoise (BCV), Luc Recordon a lui-même manifesté quelque confiance dans les processus d'autorégulation: «Dans certains cas, les milieux économiques se révèlent plus lucides que les milieux politiques.»

L'ex-conseiller aux Etats vaudois constate ainsi que la majorité des banques suisses ne souscrit pas au combat d'arrière-garde

que constitue l'initiative populaire fédérale «Oui à la protection de la sphère privée». L'œuvre du conseiller national zurichois Thomas Matter (Union démocratique du centre), président du conseil d'administration de Neue Helvetische Bank, prévoit de maintenir un secret bancaire au bénéfice de clients domiciliés en Suisse.

Alors que l'entrée en vigueur de l'échange automatique de renseignements en matière fiscale, avec des dizaines d'Etats partenaires, a commencé en janvier et que les premiers échanges d'informations effectifs débiteront en septembre 2018.